

n'est rien d'autre qu'un expédient technique de la diplomatie. Cela n'est pas suffisant, surtout si l'Europe ne veut pas apparaître une fois de plus retardataire. Les trois « messieurs bons offices » européens sont-ils en mesure, dans leur mission d'exploration, d'avancer des propositions plus concrètes ?

Sur un point au moins, il y a place pour des suggestions. Dans la déclaration d'Alger, le Conseil palestinien a accepté l'idée d'une confédération avec la Jordanie, condition que beaucoup jugent indispensable pour que l'existence d'un État palestinien ne représente pas une inconnue dans la région. Mais il faut naturellement envisager les aspects pratiques d'une telle fédération. Voilà un sujet de réflexion pour la diplomatie internationale. Il y a aussi la question de Jerusalem, discrètement évoquée au cours de l'audience papale. Pourquoi ne pas proposer dès maintenant un statut qui ferait de cette ville tant convoitée, non plus une pomme de discorde entre peuples de différentes confessions, mais au contraire un gage de paix pour tous ?

Le ministre des Affaires étrangères Andreotti a expliqué que si le gouvernement américain a demandé la médiation de la Suède pour son dialogue avec l'OLP, c'est que tout gouvernement de la Communauté européenne, Italie comprise, était lié par « la nécessité de marcher à douze ». Cela veut-il dire que la CEE sera nécessairement limitée dans ses initiatives ? Ce serait une perspective peu encourageante pour une Europe qui a besoin de faire davantage entendre sa voix dans les affaires du monde.

Dino FRESCOBALDI
La Repubblica, 27 décembre 1988

CRISE DE CONSCIENCE

[...]

Au cours du mois dernier, Shamir a désespérément tenté de reprendre l'initiative qu'il a perdue lorsque Yasser Arafat a renoncé au terrorisme et persuadé Washington d'entamer un dialogue avec l'Or-

ganisation de libération de la Palestine. Shamir est même allé jusqu'à suggérer que les Nations unies devraient mettre sur pied une conférence de paix pour Israël et ses voisins arabes. Un geste qui ne signifie rien puisque Shamir refuse toujours de dialoguer avec l'OLP. Entre-temps, l'*intifada* se poursuit. L'armée a annoncé la semaine dernière que 26 Palestiniens avaient été tués au cours des trente derniers jours, le plus lourd bilan mensuel depuis le début du soulèvement. En tout, c'est près de 350 Arabes — pour la plupart de jeunes lanceurs de pierres — qui ont été tués.

Shamir reproche aux victimes de provoquer cette violence. « *Nous haïssons les terroristes de l'OLP parce qu'ils nous obligent à tuer des enfants arabes, à utiliser des armes et à faire des choses que nous ne voulons pas faire* », déclarait-il aux soldats. Mais le ministre de la défense, Yitzhak Rabin, affirmait la semaine dernière que l'armée israélienne n'en faisait pas assez. Annonçant de nouvelles mesures sévères pour la Cisjordanie et la bande de Gaza, il déclarait que les troupes seraient autorisées à ouvrir le feu sur les manifestants dans le but de les « punir » ; auparavant, les soldats n'avaient le droit de tirer que lorsqu'ils pouvaient craindre pour leur vie. De plus, l'armée devrait punir les parents des lanceurs de pierres en démolissant leurs habitations. Des rançons dont le montant s'élèverait jusqu'à 550 dollars pourraient être imposées aux familles des mineurs arrêtés. Les sources militaires ont également annoncé qu'un plus grand nombre de soldats seraient autorisés à tirer des balles en plastique et des billes d'acier enrobées de caoutchouc. Les munitions anti-émeutes, qui ne sont pour l'instant fournies qu'à certains officiers, sont moins mortelles que des munitions classiques, mais elles sont parfaitement susceptibles de tuer.

Certains responsables de l'armée semblent penser qu'aucun durcissement de la répression ne mettra un terme au soulèvement palestinien. Le général Dan Shom-

ron, chef d'État-major de l'armée, à ainsi averti : « *Il ne sert à rien de parler de réduire à néant l'intifada, car dans son essence, elle est l'expression de la montée du nationalisme.* » Shamir a tenté de négliger la remarque de Shomron en la disant « superflue ». Mais d'autres responsables de l'armée s'inquiètent sérieusement des effets des missions de répression sur le moral des troupes. Le général Menahem Einan qui, il y a peu, était à la tête des services logistiques de l'armée s'inquiète du fait que « *la moralité des soldats est affectée par les missions dans les territoires occupés.* » Un chef de bataillon s'est plaint devant Shamir de ce que, à cause de son affectation en Cisjordanie, son unité avait perdu un temps précieux normalement consacré à l'entraînement, ce qui ne manquerait pas d'affecter ses capacités en cas de guerre réelle. Shomron lui a alors coupé la parole. « *Nous avons les médias ici, fit le général, faites attention à ce que vous dites.* »

L'armée se retrouve coincée entre deux extrêmes : les faucons israéliens et les révolutionnaires palestiniens. Des représentants des colons juifs les plus militants dans les territoires occupés ont dénoncé les dernières mesures annoncées par Rabin comme « *trop douces et trop tardives* ». Ils demandent le renforcement des patrouilles de l'armée et d'avantage d'ordres de tirer-pour-tuer. Du côté des Palestiniens, Arafat a appelé à « *une escalade dans la confrontation avec l'occupation sioniste et les hordes fascistes de colons meurtriers* », selon une déclaration diffusée par Wafa, l'agence de presse palestinienne.

La direction clandestine de l'intifada a appelé à une grève totale de trois jours et les jeunes manifestants se sont répandus dans les rues des cités arabes. Dans une échauffourée à la sortie de Naplouse, 200 écoliers se sont retrouvés face à 15 soldats israéliens. « *Si vous êtes des hommes, déposez vos fusils et venez vous battre* », criait un jeune Arabe. « *Allez y, tirez* », hurlait un autre. « *Vous êtes plus lâches que des femmes.* » Les Israéliens ont alors tirés des

grenades lacrymogènes dans la foule qui a répondu par une volée de pierres. Puis les jeunes se sont dispersés, laissant la troupe avec une nouvelle petite victoire creuse.

Russel WATSON et Théodore STANGER
Newsweek, 30 janvier 1989.

DU SOULÈVEMENT VIENT UN ESPOIR DE DIALOGUE

Le soulèvement en Cisjordanie est fréquemment présenté comme la percée palestinienne. Mais ce qui est réellement nouveau, c'est qu'il commence à provoquer une percée du côté israélien.

De même qu'il a fait des habitants de la Cisjordanie des acteurs à part entière de leur propre destinée, le soulèvement a rendu le statu quo de plus en plus intolérable pour les Israéliens, leur faisant prendre conscience pour la première fois qu'il ne serait peut-être pas possible de s'accrocher à cette terre. Tous les jours, des enfants sortent avec des pierres, sachant que certains d'entre eux seront tués par les soldats. La bravoure des premiers triomphe de la brutalité des seconds. C'est une lutte dont l'enjeu est une victoire morale, et les Palestiniens la remportent à mains nues. Si certains Israéliens sont prêts à mener une vie de violence, la plupart n'en veulent pas et leurs politiciens sont dans l'expectative, sachant qu'Israël est dans l'erreur. Voilà pourquoi, partant de rien, une lueur d'espoir qui fait entrevoir des négociations fructueuses commence à toucher la scène iraélo-palestinienne longtemps paralysée par un rejet réciproque.

[...]

Bien sûr, lorsque vous mettez en parallèle ce que les Palestiniens demandent (la reconnaissance de l'OLP et un État palestinien indépendant) et ce que les Israéliens sont disposés à offrir (des dirigeants n'appartenant pas à l'OLP et une autonomie palestinienne menant on ne sait où), vous n'obtenez rien du tout. Les positions des uns et des autres demeurent bien en deçà